

SOMMAIRE

CA	03
La convention	03
La Fondation	04
Prochaine assemblée	05
Conseil central	06



SPECA-HEBDO
Volume 32
Numéro 12
Jeudi 10 mai 2012
www.speca.ca.edu

Rouge comme un carré



Depuis la nuit des temps, les humains utilisent des symboles visuels pour exprimer des concepts et des sentiments. Ces symboles constituent l'un des éléments centraux de la communication. Dans ce langage visuel, les formes et les couleurs transmettent un message dans la mesure où elles ont une valeur symbolique codifiée.

En ce printemps 2012, le carré rouge, forme géométrique simple, donne le ton en s'opposant aux carrés verts bleus et jaunes. Il nous interpelle, sa valeur symbolique est éloquent. Il est rouge comme la passion, l'énergie, le désir, la révolution, la force vitale, la vie qui bat.

Le carré rouge appartient à la lutte étudiante, il s'affiche, fier et combattif, il s'internationalise, il mobilise.

C'est pourquoi la signature du SPECA-hebdo endosse le rouge.

Nous reproduisons ici un texte écrit par notre collègue André Vincent du département d'infographie en préimpression et Pierre Beaudet.

Le texte avait d'abord été mis en ligne sur le site des Nouveaux Cahiers du socialisme le 26 avril 2012.

Confessions de boomers non repentis

Malgré le frette et les barbares

C'est il y a longtemps et c'est hier. C'est du temps du frette et des barbares. Dans les rues de la ville, on est des milliers. On se regarde, on se trouve beaux. On occupe nos écoles, nos collèges et nos universités, même si on se fait planter. On défile dans les rues, quelquefois pacifiquement, quelquefois moins. On est insolents. On pense que tout est possible, quelque part, une certaine année 1968.

Chaque jour, on se surprend à se surprendre en écoutant Prague, Paris, Shanghai, Buenos Aires, Los Angeles. On lit Sartre, Marx, Paul Nizan, Marcuse, Hubert Aquin. On ne sait presque rien, on est curieux. Nos profs ont 30 ans, nous, on en a 20. On écoute Bob Dylan et Raymond Lévesque. Au tournant d'un soir frais, on est frappé par le Chat dans le sac, le film-choc de Gilles Groulx. On tombe amoureux deux fois par jour. On organise des manifs deux fois par semaine. On se fait tabasser par les « bœufs » deux fois par mois. On se voit partir vers les communes de Californie et, pourquoi pas, vers les camps de réfugiés palestiniens. Et c'est ainsi que nous apprenons à apprendre, en y perdant, parfois, au passage, quelques sessions et quelques luttes.

Pendant quelques années, une grande vague nous traverse. Le pouvoir nous pue au nez, les p'tits et les gros mafieux, les vestiges de la Grande Noirceur, les néotechnocrates. On les rejette en bloc, sans regret. Après 1968, vient 1969 et un rebond incroyable des mobilisations. Arrogants, on regarde de haut un René Lévesque, il ne nous convainc pas, on est dans la stratosphère.

En octobre 1970, le *Manifeste du FLQ* nous rentre dedans comme une tornade. Chaque tournure de la poésie de Jacques Lanctôt vient nous chercher : «Faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne le faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant et tout sera à refaire. Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre».

Pendant quelques mois, les pantins de Trudeau nous pourchassent, nous emprisonnent. Ils pensent qu'ils nous font peur. En réalité, ils nous stimulent. Deuxième bon coup, la guérilla symbolique est liquidée par ceux-là mêmes qui l'ont amorcée. On repart en grand : grèves, manifs, affrontements. Le féminisme fait une irruption spectaculaire dans nos vies. Nos blondes exigent l'égalité. Tout se bouscule, tout est remué. On crée des associations, des coopératives, des garderies

populaires et on investit les syndicats. On y brasse la cage, on y bouscule l'appareil et bien des gens. On a raison de se révolter, c'est vrai et on le sait. Mais on ne sait pas trop comment le changer ce monde.

On crée 1000 projets, 1000 revues, 1000 comités de lutte et d'action politique. On cherche sans trop savoir quoi chercher. On mime, on clone, on répète de ce que d'autres ont fait avant nous, mais sans conviction. Et puis, à s'activer continuellement sans perspective de changement de fond, au fil des années, on se fatigue, on se chicane, on se disloque. Arrive un certain soir d'élection en novembre 1976. Dans un sens, on n'a rien à faire avec cela, on ne se reconnaît pas dans cette passion tranquille. Dans un sens, on a tout à faire avec cela, car le Québec, c'est nous, aussi, qui l'avons changé.

Les années passent. Les bébés (les nôtres) naissent. On travaille, on pioche, on enseigne, on butine ici et là. On s'enferme dans le ronron de nos associations et de nos syndicats maintenant devenus « partenaires » de nos vis-à-vis. On espère, on désespère. Le retour des droites nous déprime : Reagan, Mulroney, Bourassa bis, Lucien Bouchard. Nos grandes ambitions semblent totalement inutiles. On se replie, mais on regarde toujours. Du coin de l'œil, de nouvelles générations surgissent de nulle part. On appelle cela Seattle, les Indiens du Chiapas, la fin de l'apartheid, la chute du mur de Berlin, l'intifada des Palestiniens. Après tout, oui le monde peut changer. Un autre monde est possible.

Chez nous, le Québec passe à un cheveu de devenir adulte lors du référendum de 1995. Les Québécoises envahissent les rues. Suivent les altermondialistes et les syndicalistes, entre Porto Alegre et l'UQAM. En marge du Sommet des Amériques, lors d'un printemps frisquet de 2001, on visualise à Québec une nouvelle force, une nouvelle confiance. Maintenant, on le sait, nous sommes des millions. Beaucoup de boomers non repentis sont encore là, mais un peu en arrière.

Un nouveau vieux concept prend beaucoup de place, l'écologie. La roue de l'histoire continue, infatigable. La génération de la révolution-pas-si-tranquille s'épuise, s'enlise, se renouvelle sans rien changer. Le pouvoir, un peu partout dans le monde, tourne en rond et s'enlise dans la corruption et la collusion.

On se retrouve maintenant avec les enfants de nos enfants. Ils nous ont vus aller, ils savent ce qu'on a fait. Ils connaissent nos « aventures » parfois ridicules, parfois romantiques. Ils savent mieux calculer. Ils se sont approprié un mot qui nous était étranger : la stratégie. Ils sont champions du discours articulé et de la communication réseautée. Ils lisent Gorz, Bourdieu, Chomsky, Naomi Klein.

Ils parlent quatre langues. Ils sont chez eux à Caracas et Barcelone tout en ayant les pieds bien plantés dans notre village d'Astérix. Ils sont soucieux sans ce côté dramatique qui nous menait à tant d'impasses. Ils ne veulent pas se casser la tête contre le mur, comme nous. Ils font des recherches et mènent des enquêtes, ils creusent les galeries en dessous de l'édifice lézardé du pouvoir.

Pour autant, il y a des idées qui demeurent importantes. Le pouvoir des dominants ne s'effondre pas juste comme cela. Il faut pousser fort, et aussi, réfléchir, être radicalement modéré, pourrait-on dire. En même temps, ne pas s'isoler, ne pas se peindre dans le coin, rester arrogants devant les puissants, mais humbles devant les gens. Sans oublier d'être impatiemment patients.

Chaque jour depuis deux mois, c'est ce que nous entendons. Dans l'océan de carrés rouges, nous nous sentons presque inutiles. Leçon obligatoire de modestie, un peu de nostalgie, mais surtout une grande fierté. Cette génération va beaucoup plus loin. Elle sait éviter les provocations bouffonnes qui faisaient nos délices, et tenir le cap sur l'essentiel. Elle invente de nouvelles pratiques de la démocratie et du discours citoyen, de nouvelles méthodes de communication et de réseautage, de nouvelles tactiques de mobilisation et d'actions d'une rafraîchissante créativité. Elle sait surtout qu'il nous faut trouver notre propre chemin, que personne ne l'a tracé pour nous.

Les boomers non repentis, les ex-gauchistes qui peuvent encore marcher sans marchette, crier sans s'étouffer, s'exciter sans crever, se retrouvent encore une fois dans la rue où franchement, on observe bien des têtes blanches. Parfois, l'émotion est palpable, les yeux sont humides. Mais le plus frappant, c'est la joie, la plénitude de partager avec ces dizaines de milliers d'indignés le plaisir de tisser la grande toile de la solidarité.

Nous ne savons pas si les étudiants vont gagner. Mais quelque chose d'important est en train de prendre racine sur le terreau des luttes de ce printemps 2012.

Et nous en sommes solidaires, malgré le frette et les barbares.

CA

Le 26 avril dernier, lors de la séance du 355e CA du Collège Ahuntsic, les représentants des étudiants ont déposé un projet de résolution visant à souligner le mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité. Après avoir subi quelques amendements, celui-ci a été adopté à l'unanimité dans la forme suivante :

ATTENDU la mission dans son plan stratégique du Collège Ahuntsic, notamment, d'offrir un « enseignement collégial préuniversitaire et technique en visant une accessibilité accrue, ainsi que des standards de qualité élevés d'offrir des programmes d'enseignement »;

ATTENDU que « l'accessibilité, le soutien et la responsabilité constituent les valeurs premières de l'engagement de la communauté éducative du Collège et représentent les assises de son projet éducatif retenu en 2004 par l'ensemble de la communauté collégiale »;

ATTENDU que le Collège Ahuntsic, dans son projet éducatif, précise « la détermination du Collège à fournir aux étudiants les conditions favorables à leur réussite »;

ATTENDU que les études supérieures jouent un rôle primordial dans le développement social et économique de la société québécoise;

ATTENDU que l'enseignement postsecondaire doit être accessible au plus grand nombre;

ATTENDU l'importance d'avoir un dialogue entre le gouvernement et le mouvement étudiant.

Il est proposé :

Que le conseil d'administration salue l'engagement citoyen des étudiants;

Que le conseil d'administration reconnaisse le caractère démocratique du mouvement de protestation des étudiants au Collège Ahuntsic et la légitimité de l'AGECA pour les représenter;

Que le conseil d'administration déplore l'impasse actuelle et son impact sur la réussite des étudiants;

Que le conseil d'administration invite les parties à négocier de bonne foi, avec ouverture afin de dénouer la crise actuelle et de favoriser le retour en classe dans les plus brefs délais;

Vous pouvez lire le compte-rendu complet de ce 355^e CA sur le site Internet du SPECA.

http://speca.ca.edu/IMG/pdf/355e_CA.pdf



2 mots sur ...

les échanges intercollèges

Vous avez envie de vous rapprocher du maire Labeaume et de ses éventuels Nordiques ? Vous rêvez de vous installer à l'année dans une coquette résidence de campagne d'une bourgade sans désobéissance civile et de pouvoir vous rendre au travail sans vous taper deux heures de circulation ? L'herbe vous semblerait plus verte sur le parterre du collège voisin ?

L'article 5-10.00 de la convention collective qui traite des échanges intercollèges pourrait vous aider à faire de votre rêve une réalité ! Si vous trouvez un enseignant de votre discipline dans un autre collège qui a envie de vivre l'expérience ahuntsicoise, vous pouvez troquer votre place contre la sienne. Chaque département concerné doit être d'accord. L'échange est d'une durée minimale d'un an et maximale, de deux. Pendant la durée de l'échange, même si vous gardez votre lien d'emploi avec votre collège d'origine, vous êtes considéré à l'emploi du collège d'accueil. Après ce délai, si les deux enseignants le souhaitent, et que leurs collèges et départements sont d'accord, l'échange peut devenir permanent.

Une restriction importante : les deux enseignants doivent être permanents. Même si vous êtes assurés d'un temps plein année, vous ne pouvez bénéficier des modalités prévues à l'article 5-10.00.

Cela dit, on ne veut pas que vous partiez. On s'attache, avec le temps.

Josée Déziel, trésorière à l'exécutif du SPECA

Un autre point de vue

sur la contribution du SPECA à la Fondation du Collège Ahuntsic

Richard Lebel, enseignant et chargé d'activités
spécifiques au département d'éducation physique
et membre du Comité des bourses

Le texte *Quelques réflexions sur le SPECA et les fondations*, paru dans le numéro de février du SPECA-Hebdo, mérite des éclaircissements. Plusieurs informations s'y trouvant ne renvoient pas vraiment à la manière de faire de la Fondation du Collège Ahuntsic. À cet égard, il m'apparaissait important de rectifier le tir afin que les lecteurs puissent se faire une idée, la plus fidèle possible, de la réalité, et ne pas être influencés par des propos généralistes; histoire de ramener les choses dans de plus justes proportions.

Premièrement, la Fondation du Collège Ahuntsic distribue la totalité des sommes recueillies sous forme de bourses à nos étudiants. Donc, l'argent va uniquement aux étudiants et non pas aux immobilisations de l'établissement afin de réaliser un terrain de soccer, par exemple, pas plus qu'il sert à pourvoir les salaires du personnel de la fondation. La Fondation du Collège distribue des bourses de soutien à l'engagement et à la réussite scolaire de nos étudiants. De plus, les bourses offertes ne remplacent pas le programme des prêts et bourses du gouvernement du Québec. Il est primordial de ne pas confondre son rôle et celui du système d'aide financière gouvernemental; il s'agit bien là de deux dossiers totalement indépendants l'un de l'autre.

Le SPECA aide financièrement des organismes à but non lucratif. Il contribue ainsi à des luttes sociales ou à d'autres fins, jusqu'à concurrence de $\pm 5000\$$ annuellement. D'ailleurs, le SPECA est sollicité régulièrement par des organismes qui demandent des dons. Cependant, serait-il possible que, collectivement, par l'entremise du SPECA, on puisse offrir 10% du montant alloué aux causes sociales et autres pour encourager nos propres étudiants? En décidant de manifester avec eux dans le combat qu'ils mènent contre la hausse des droits de scolarité, on leur offre un appui significatif, si nous pouvions aussi les soutenir financièrement pour leur engagement scolaire ou social, cela serait l'idéal. On pourrait parler ici d'un engagement total.

Au Collège Ahuntsic, le Syndicat du personnel de soutien (SPS) et le Syndicat des professionnelles et des professionnels du Collège Ahuntsic (SPPCA) contribuent financièrement aux bourses de la Fondation à hauteur de 500\$ chacun. L'AGECA et l'Association des cadres font de même. Pourrions-nous, avec eux, faire partie du consensus et démontrer notre solidarité envers les étudiants? On ne parle donc pas ici d'une première syndicale. Le SPECA contribue financièrement à des œuvres de charité, alors pourquoi n'aiderait-il pas la ressource première que sont nos étudiants en offrant une somme passablement ridicule à la Fondation? On demande au gouvernement provincial de changer de position et de maintenir le gel des droits de scolarité et, pourtant, le SPECA ne veut pas changer une position idéologique tenue depuis des années concernant sa participation aux bourses.

En tant que syndicat, nous pourrions créer une bourse annuelle de 500\$ et en élaborer les critères de sélection. En utilisant 10% de la somme consacrée par le SPECA aux

luttons sociales et autres, cela revient annuellement à 0,83\$ par enseignant. Est-ce trop demandé? S'agit-il d'une décision politique ou idéologique?

Depuis 15 ans maintenant que je travaille pour le collège, régulièrement, en assemblée, l'exécutif du SPECA nous a demandé un vote fort pour démontrer à la FNEEQ notre dissension quant à différents dossiers lors des négociations. Aujourd'hui, il serait approprié que nous puissions prendre une position différente de la FNEEQ et de la CSN concernant les fondations. Ici, ce sont nos étudiants que nous pourrions aider différemment que par notre engagement dans notre travail comme enseignants au collège et dans la rue lors des manifestations.

Au Chapitre I, Article IV du guide des Règlements du SPECA, on lit ceci: «Développer parmi ses membres l'esprit de justice et de charité.» Notre clientèle étudiante mérite notre soutien financier et, du même coup, on ne déroge pas à nos règlements. Il existe un slogan auquel plusieurs Québécois adhèrent: «Achetons Québec». Pourquoi ne pas faire de même en aidant localement nos étudiants? N'oublions pas, le SPECA donne déjà à des organismes à but non lucratif.

Plusieurs syndicats enseignants du réseau collégial québécois contribuent à leur fondation dans le but d'octroyer des bourses aux étudiants. Le Syndicat des enseignants du Cégep André-Laurendeau offre deux bourses de 500\$; celui du Collège Dawson, une bourse de 800\$; celui du Collège Gérard-Godin distribue 1050\$ répartis en sept bourses de 150\$, et ce, sans compter l'achat de billets et de commandites lors d'événements de la fondation; au Collège John-Abbott, le syndicat des enseignants octroie annuellement 3000\$ (six bourses); finalement, au Cégep Saint-Laurent, le syndicat des enseignants participe aux activités de la fondation par l'achat de billets aux événements de levées de fonds. Les syndicats des établissements mentionnés ci-dessus sont affiliés aux bannières FNEEQ (CSN) et FEC (CSQ).

La culture philanthropique prend différentes formes selon le lieu, le secteur d'activités et les groupes sociaux où on la pratique. La culture philanthropique, on la pratique déjà à plusieurs niveaux. Laissons pour une fois les questions politiques et idéologiques de côté et aidons notre ressource première, nos étudiants. Une bourse de 500\$, c'est très peu, mais aussi très symbolique pour eux.

Nous pouvons nous voiler les yeux collectivement et refuser d'aider financièrement les étudiants du collège. Évidemment, certaines personnes pourraient dire que nous pouvons donner individuellement, car personne ne va empêcher cette action de générosité (la vertu). Cependant, la force d'un regroupement, c'est de s'unir (comme les étudiants) et d'être représentatif de la population du collège.

Assemblée du 24 mai 2012

Notez que la dernière assemblée de l'année du SPECA a été reportée au **jeudi 24 mai** en après-midi (l'heure exacte reste à déterminer) en raison de l'éventuel réaménagement du calendrier scolaire qui nous empêcherait de la tenir, comme prévu, le 16 mai, jour où devait aussi se tenir l'Épreuve uniforme de français.

Parmi les principaux points à l'ordre du jour de cette assemblée, les bilans des différents comités en activité durant l'année 2011-2012 et les élections. L'avis de convocation, l'ordre du jour complet et la documentation pertinente vous parviendront par courriel sous peu.

ASSEMBLÉE Conseil central ASSEMBLÉE
du Montréal
Assemblée du métropolitain ASSEMBLÉE
4 avril 2012

Nicola Grenon, professeur au département d'informatique
et délégué du SPECA auprès du Conseil central du Montréal métropolitain

Le mercredi 4 avril, le mot de bienvenue a souligné, plus particulièrement, la mobilisation extraordinaire et l'imagination du mouvement étudiant. Par contre, sur une note plus triste, on a aussi souligné le décès de Madeleine Parent, féministe et militante dont la place est importante dans l'histoire du Québec. On nous a également annoncé que le 28 avril est la Journée internationale de commémoration des travailleurs morts ou blessés au travail. Aussi, très bientôt, ce sera le 1er mai, la Journée des travailleurs. Cette année, nous pourrions fêter le 40e anniversaire de cette tradition à Montréal et il y aura des activités au parc Molson. Enfin, on nous a informés qu'un cinquième Couche-Tard, celui de Pierrefonds, est maintenant syndiqué.

Les thèmes abordés plus en détail durant ce conseil furent, dans un premier temps, l'environnement et le développement durable avec Dominic Champagne pour le Jour de la Terre et le Guide syndical en environnement. Dans un second temps, le projet de loi 46 portant sur les enquêtes policières indépendantes fut présenté et analysé par Mme Filion de la Ligue des droits et libertés.

Environnement et développement durable.

Le guide «Des gestes pour l'avenir» du Comité environnement de la CSN nous a été présenté. Il fait suite au congrès de 2008 de la CSN. Il offre des outils aux syndicats et les conseille sur les préoccupations environnementales dans les milieux de travail.

La présentation très sentie de Dominic Champagne portait principalement sur l'importante perte de démocratie de ces dernières années. Avec la faim et la pauvreté dans le monde, le réchauffement climatique est un des problèmes les plus criants de notre époque. Cependant, le 10 décembre dernier, tout juste 200 personnes se sont déplacées pour contester le retrait du Canada du traité de Kyoto. Des intérêts minoritaires, qui sont actuellement au pouvoir, menacent NOS intérêts : NOTRE air, NOTRE eau et NOS terres. Le Canada est un paradis fiscal pour les minières parce que nos gouvernements les protègent sous prétexte d'une discutable création d'emploi alors que dix minières sur dix-neuf n'ont pas versé un sou de redevance l'an dernier.

Il y a du pétrole sur l'île d'Anticosti et un peu partout au Québec. Certains diront qu'il vaudrait mieux l'exploiter nous-mêmes. Par exemple, en Norvège, un pays riche en pétrole, les profits ont été récupérés par l'État afin de constituer un fonds de 600 milliards pour les générations futures. La Suède, sans pétrole, s'est tournée vers les énergies renouvelables. N'existe-t-il pas une solution mitoyenne pour le Québec? Il semble que non, car, il y a trois ans, Hydro-Québec a cédé, sans débat, les droits pétroliers de

l'île à des intérêts privés. En Gaspésie, des puits sont exploités depuis trois ans sans qu'un sou de redevance soit versé.

M. Champagne propose quatre principes de base :

- L'utilisation des ressources doit se faire au profit de tout le monde;
- Dans le respect des citoyens;
- Dans le respect de l'environnement;
- Et nous devons nous poser en défenseurs des intérêts des générations à venir.

Le 22 avril à 14 h, défendons notre bien commun. Déclaration du 22 avril : <http://22avril.org/>

Enquêtes policières indépendantes

Le projet de loi 46 se veut une réponse aux manchettes telles que celle de l'itinérant iranien tué d'une balle perdue ou celle de la mort de Freddy Villanueva ainsi qu'au G20 ou au Sommet de Québec. Or, selon la présentatrice, le projet de loi n'est que de la poudre aux yeux puisque le contrôle des enquêtes restera aux mains des policiers. Quarante organisations de la société civile avaient réclamé de nouvelles mesures, même la ville de Montréal et le maire Labaume! Seulement trois des trois cent cinquante-cinq enquêtes ouvertes à ce jour ont mené à des mises en accusation. Mais le réel problème, c'est que nous ne savons pas pourquoi les autres enquêtes n'ont pas abouti, car il n'y a ni rapport annuel ni transparence. De plus, la nouvelle loi limiterait le nombre des enquêtes puisque les morts à la suite de l'utilisation d'un taser ou d'une poursuite en voiture seraient possiblement exclues. Ne pouvant accéder au corps policier faisant l'objet d'une enquête, l'observateur civil ne pourrait communiquer qu'avec le policier menant l'enquête. Et si, à la suite de son rapport, une irrégularité était prise en compte par le ministre, ce dernier ne ferait que redonner l'enquête à un autre corps policier.

La commission des droits de la personne et la protectrice du citoyen ont demandé des modifications tellement importantes à ce projet complètement inefficace qu'il serait plus simple de le réécrire en entier.

Profs contre la hausse

Le collectif a rappelé ses principales prises de position :

- Refus de négocier la reprise des cours avant que les étudiants ne choisissent de revenir en classe;
- Une pétition est disponible sur le site de l'Assemblée nationale pour réclamer un moratoire sur la hausse et la tenue d'états généraux;
- Il y a un groupe Facebook appelé «Printemps québécois» pour obtenir l'horaire des activités.